



**FACE OF POVERTY CONSULTATION**  
Coalition multiconfessionnelle qui s'efforce d'éradiquer la pauvreté

---

Mémoire adressé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires

### Résumé analytique

**Nécessité d'agir** Un budget consiste à répondre à des besoins et à financer les coûts. Le moment est-il bien choisi pour répondre à un moins grand nombre de besoins? La conjoncture économique internationale est précaire et exige que les gouvernements continuent de stimuler l'économie. Les coupures pratiquées dans les programmes sont inutiles, car les niveaux d'endettement et de déficit des gouvernements du Canada sont relativement faibles et qu'ils régressent plus vite que dans la plupart des autres pays.

Même à long terme, un gouvernement dynamique est indispensable pour répondre aux besoins et réaliser le potentiel de tous les Canadiens, en particulier les plus vulnérables. L'éducation, la santé, l'aide sociale, l'assainissement de l'environnement et la mise à niveau des infrastructures, le passage à une économie écologiquement durable, tous ces éléments nécessitent une hausse des aides publiques.

**Creusement des disparités** La croissance de l'économie a surtout profité à la tranche supérieure de 10 % des Canadiens. Les disparités de revenu ont été aggravées par des « réformes » fiscales qui offrent le maximum d'allègements fiscaux aux grandes sociétés et aux Canadiens à revenu élevé tandis que la part des impôts s'est déplacée des sociétés vers les citoyens et des Canadiens à revenu élevé vers les Canadiens à faible revenu et à revenu moyen.

**Abordabilité** Les réductions d'impôts des récentes décennies ont sérieusement amputé les recettes des États et leur capacité d'agir. Un gouvernement plus dynamique à l'avenir peut être financé, dans une large mesure en inversant les politiques fiscales régressives du passé. Cela engendra plus d'équité, car les pauvres jouiront de possibilités plus nombreuses et que la part des impôts augmentera au profit de ceux qui sont en mesure de les payer.

**C'est pourquoi nous recommandons :**

1. de réduire et d'éliminer les niches fiscales pour les personnes à revenu élevé et les sociétés;
2. d'engager des dépenses directes dans les infrastructures pour que cela ait des retombées directes sur les citoyens les plus vulnérables;

3. de grandement améliorer les programmes de soutien du revenu, soit directement soit en augmentant les transferts aux provinces.